



EN BREF ...

Projet AML-CFT ESCAY - FIGE

Une délégation du Secrétariat Exécutif du FIGE a pris part à une réunion des Chefs des institutions des agences de recouvrement des avoirs organisé par le Projet de Lutte contre le blanchiment d'argent – lutte contre le financement du terrorisme en Afrique orientale, australe, centrale et au Yémen (AML-CFT ESCAY) à l'Ile Maurice du 14 au 16 mars 2023.

Le Projet AML-CFT ESCAY de l'Union Européenne est un projet régional visant à réduire l'incidence de la criminalité organisée transnationale et du terrorisme, qui couvre 33 pays africains, ainsi que le Yémen.

Au cours de ses travaux, le Secrétaire Exécutif a eu des échanges avec le Directeur du projet pour examiner les opportunités de partenariat entre le projet et le FIGE qui est un interlocuteur majeur du fait que l'organisation regroupe les institutions de contrôle et de lutte contre la corruption du continent. La mise en place d'un partenariat avec ce projet favoriserait les échanges d'expériences et de bonnes pratiques entre les institutions membres, renforçant ainsi leurs capacités individuelles et collectives en matière de recouvrement des avoirs mal acquis. ■

Banque Mondiale - FIGE

Dans le cadre des activités de développement du partenariat et de la coopération avec des instances internationales, le Secrétaire Exécutif a pris part au 5^{ème} forum de l'Alliance International Anti-Corruption (ICHA), qui s'est tenu à Abidjan, du 14 au 16 juin 2023.

Cette 5^{ème} édition du Forum ICHA 2023 qui se tenait pour la première fois en Afrique, a été co-organisée par le groupe de la Banque Mondiale et le gouvernement de la République de Côte d'Ivoire et avait pour thème « l'action collective en temps des crises ». Elle a réuni environ 300 experts de plus de 80 pays, comprenant des institutions gouvernementales de lutte contre la corruption, d'organisations régionales et internationales, des représentants du secteur privé ainsi que de la société civile. Les sujets à l'ordre du jour, étaient notamment, les flux financiers illicites, la transparence financière et fiscale, ainsi que la gestion des risques dans les secteurs économiques clés.

Le Secrétaire Exécutif a profité de cette occasion pour rencontrer le Vice-Président de la Banque Mondiale pour l'Intégrité et discuter des voies et moyens de la mise en place d'un partenariat entre le FIGE et le groupe de la Banque Mondiale. ■

ACTUALITÉS



JUILLET
2023
ÉDITION
N°12

SOMMAIRE

2 Travaux du 10^{ème} colloque international du FIGE

4 ILS ONT DIT ...

SEM Tiemoko Meyliet Kone, Vice Président de la République, représentant SEM Alassane Ouattara, President de la république de Côte d'Ivoire

M. Hassan Issa Sultan, Inspecteur Général de l'Etat de la République de Djibouti et Secrétaire Exécutif du FIGE

M. Théophile Ahoua N'doli, Inspecteur Général d'Etat de la république de Côte d'Ivoire

6 Inspection Générale d'Etat de Côte d'Ivoire : 62 ans au service de la promotion de la bonne gouvernance

7 10^{ème} colloque international du FIGE En images

8 En bref ...

ÉDITORIAL

Gouvernance et performance économique au cœur des débats du 10^{ème} Colloque international du FIGE

J'ai le plaisir de vous présenter la 12^{ème} Edition de la lettre du Forum des Inspections Générales d'Etat et Institutions Assimilées retracant les événements marquants du premier semestre de l'année 2023.

Au sommaire de cette nouvelle édition, vous retrouverez les festivités de la commémoration des 62 ans de l'Inspection générale d'Etat de Côte d'Ivoire, évènement haut en couleur et marqué par la présence d'artistes Ivoiriens célèbres, tel que Magic System.

Les différentes activités liées à l'évènement ont démarré avec le 10^{ème} Colloque international du FIGE sur le thème : « *Gouvernance, performance économique et évaluation des politiques publiques : rôle et responsabilité des Institutions Supérieures de Contrôle de l'ordre administratif* », le 20 mars 2023. Suivi de la conférence inaugurale de l'anniversaire de l'institution, sur le thème de « *Inspection Générale d'Etat, 62 ans au service de la promotion de la bonne gouvernance : acquis, défis et perspectives* », du 21 au 24 mars 2023.

Ces importants moments d'échanges et de partages d'expériences ont été parrainé par SEM Tiémoko MEYLIET KONE, Vice-Président de la République, représentant SEM Alassane Ouattara Président de la république de Côte d'Ivoire, et a vu la participation des hautes autorités de l'administration ivoirienne, des représentants des partenaires au développement notamment la Banque Mondiale, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), du bureau de la Vérificatrice Générale du Canada, des ambassadeurs et représentants des missions diplomatiques ainsi que des représentants des institutions membres du FIGE et de plusieurs experts internationaux.

Le thème de ce colloque a permis d'établir un lien entre la performance économique des pays africains et les rôles et responsabilités des Institutions supérieures de contrôle de l'ordre administratif. La corrélation entre bonne gouvernance et performance des services rendus aux citoyens a été débattue lors des panels. De même, l'importance de l'évaluation des politiques publiques, l'efficacité du contrôle interne et l'évolution indéniable des missions et organisation des inspections générales d'Etat ont été les socles des discussions lors de cet important évènement au cœur des activités de notre organisation.

Bonne lecture ! ■

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
M. HASSAN ISSA SULTAN

Inspecteur Général de l'Etat de Djibouti

Directeur de Publication
M. Hassan Issa Sultan
Inspecteur général de l'Etat de la République de Djibouti
Secrétaire Exécutif du FIGE

Comité de rédaction
M. Mahammad Idriss Dabar
Mme Deka Daher Houffaneh

FORUM DES INSPECTIONS GÉNÉRALES D'ETAT D'AFRIQUE ET INSTITUTIONS ASSIMILÉES (FIGE)

Siège du FIGE : Secrétariat Exécutif du FIGE - IGE de Djibouti
Présidence de la République de Djibouti
BP : 2603 | Tél : +253 21 35 36 63
E-mail : figeafrigue@gmail.com - secretariatdufige@intnet.dj
Site web : www.figea.dj

ÉVÈNEMENT

TRAVAUX DU 10ÈME COLLOQUE INTERNATIONAL DU FIGE « GOUVERNANCE, PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ET ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES : RÔLE ET RESPONSABILITÉ DES INSTITUTIONS SUPÉRIEURES DE CONTRÔLE DE L'ORDRE ADMINISTRATIF »

Dans le cadre de ses activités de coopération et de partenariat visant à favoriser la collaboration et le partage de connaissances entre les institutions membres du FIGE mais également à nouer des liens avec les partenaires régionaux et internationaux, l'Inspection générale d'Etat de Côte d'Ivoire a organisé le 10^{ème} colloque international, le 20 mars 2023 à Abidjan. Cet important évènement organisé en marge de la célébration du 62^e anniversaire de l'Inspection Générale d'État de Côte d'Ivoire, avait pour thème : « *Performance Économique et Bonne Gouvernance, Rôles et Responsabilités des Institutions Supérieures et de Contrôle de l'ordre Administratif* ».



Cette rencontre de grande envergure a vu la participation des plus hautes autorités de la Côte d'Ivoire dont le Vice-Président de la république SEM TIÉMOKO MEYLIET KONÉ représentant du Président de la république de Côte d'Ivoire, SEM Alassane OUATARA. Également présents des représentants de vingt-cinq institutions membres du FIGE, des

représentants des corps diplomatiques accrédités en Côte d'Ivoire, ainsi que des invités des organisations régionales et internationales, partenaires du Forum des Inspections Générales d'Etat et Institutions Assimilées (FIGE) dont la Banque Mondiale et l'OCDE.

Ce colloque, plateforme d'échanges

et de réflexions sur des thématiques portant sur la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité a permis le partage d'expériences et des discussions fructueuses sur le rôle des Institutions Supérieures et de Contrôle de l'ordre Administratifs (ISCA) dans la réalisation des bonnes performances économiques des pays africains et de la bonne gouvernance du secteur public.

ÉVÈNEMENT



enregistrons beaucoup d'acquis, nous restons cependant persuadés que nous avons encore un vaste chantier à défricher, eu égard à la

déterminés à réussir ». Le thème de cette conférence inaugurale « *Inspection Générale d'Etat, 62 ans au service de la promotion de*

forte volonté du Président de la République d'installer durablement la bonne gouvernance dans l'esprit et les habitudes de ses compatriotes, en particulier ceux qui servent au sein des administrations publiques. Et, je puis vous assurer que sur cette question, nous sommes

la bonne gouvernance : acquis, défis et perspectives» se compose de deux panels animés par des Experts ivoiriens sur les sous thèmes «Quel est le rôle du système de contrôle de l'ordre administratif dans une société en mutation ?» et «Quelle collaboration entre l'IGE, l'IGF, les IGM et les autres organes de promotion de la bonne gouvernance pour une meilleure synergie ?».

Ces travaux ont marqué le top départ d'une série d'activités scientifiques, ouvert au grand public, qui s'étaient sur 3 journées, les 22, 23 et 24 mars, notamment à l'Ecole nationale d'Administration, dans un certain nombre d'universités publiques et à l'institut National Polytechnique Félix Houphouët Boigny de Yamoussoukro. ■

L'ÉVÈNEMENT EN IMAGES



ÉVÈNEMENT

INSPECTION GÉNÉRALE D'ETAT DE CÔTE D'IVOIRE : 62 ANS AU SERVICE DE LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE

Mardi 21 mars 2023, la salle de conférence du Sofitel a pris des airs de fête et comble d'une marée humaine aux couleurs de la Côte d'Ivoire, pour le lancement des activités marquant la commémoration des 62 ans d'existence de l'Inspection générale d'Etat. Placé sous la présidence de SEM Jeannot Ahoussou-Kouadio, Président du Senat, représentant le Chef de l'État Alassane Ouattara, et en présence des Présidents d'Institutions, des membres du gouvernement, des Chefs des Institutions membres du FIGE, des inspections générales des ministères ainsi que de nombreuses personnalités ivoiriennes.



Le Président du Sénat a tenu à saluer l'initiative de l'Inspecteur général d'Etat de marquer un temps d'arrêt pour jeter un regard rétrospectif, afin de faire le bilan des activités menées pour mieux appréhender le futur, et s'est réjoui qu'à travers cette commémoration l'IGE ait ouvert ses portes pour se rapprocher des usagers : « Une telle initiative est salutaire, car elle contribuera, sans aucun doute, à une meilleure connaissance de l'IGE et à sa promotion en tant qu'organe supérieur de contrôle de l'ordre administratif ».

L'Inspecteur Général d'Etat, M. Ahoua N'doli Théophile a dans son discours, empreint d'une grande fierté, rappelé le parcours historique de l'IGE et de sa contribution à la bonne gouvernance « en effet, l'In-

spection Générale a été créée en 1904. Depuis lors, elle a subi des transformations et mutations successives qui en ont renforcé son champ d'action, ses compétences et son efficacité. L'Inspection existe depuis 1904. Mais, c'est en 1961 que le Président Félix Houphouët-Boigny l'a en quelque sorte « ivoirisée » par l'adoption du décret de sa création. C'est donc cette date qui nous vaut, aujourd'hui, l'organisation de la présente cérémonie ».

L'Inspecteur général n'a pas manqué de rendre hommage et d'exprimer sa gratitude à ses prédécesseurs présents à la cérémonie, en l'occurrence l'Inspecteur Général des Services Publics, M. Sanogo Mamadou, et l'Inspecteur Général d'Etat, M. Ni- amien N'goran. Il a aussi profité de



SEM JEANNOT AHOUSSOU-KOUADIO,
Président du Senat,

l'occasion pour féliciter et adresser ses encouragements à l'ensemble du personnel de l'IGE, à la fois les anciens et le personnel actuel, pour leur acharnement au travail. L'Inspecteur général a conclu son allocution que « s'il est vrai que nous

ÉVÈNEMENT



Le panel constitué d'experts nationaux et internationaux a permis à l'audience de prendre la mesure du rôle important sinon central que joue les ISCA pour assister le gouvernement dans la réussite de ses politiques économiques et sociales à travers des interventions permettant l'assurance de la bonne utilisation des ressources publiques en observant les principes d'économie, d'efficacité et d'efficiency et in fine la délivrance des services publics de qualité, accessibles aux citoyens. Pour débuter les travaux du panel, un bref aperçu du cadre légal et institutionnel des institutions supérieures du contrôle de l'ordre administratif de la Côte d'Ivoire, pays hôte du colloque du FIGE ainsi que leur mode d'intervention et les bonnes pratiques dans le cadre de leurs missions d'audit, de contrôle et d'évaluation ont permis aux participants de comprendre le rôle de ces institutions dans le contrôle la gestion et le bon fonctionnement des services de l'Etat ainsi que l'évaluation des politiques publiques.

Les panélistes ont à tour de rôle souligné la corrélation forte entre la bonne gouvernance et les performances économiques des états. Aussi, la bonne gouvernance publique d'un pays a un impact positif sur la mise en œuvre de ses politiques. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que les impacts peuvent parfois être négatifs comme l'a souligné le panéliste Hassan Issa Sultan, Inspecteur Général d'Etat de Djibouti et Secrétaire Exécutif de FIGE. Ces impacts négatifs peu étudiés et peu documentés peuvent prendre l'aspect des effets de sous optimisation, de baisse de motivation des gestionnaires ou d'une focalisation excessive sur l'obtention des bons résultats à court terme, au détriment des objectifs de long terme. Aussi, les intervenants ont insisté sur la nécessité d'opérer une mutation organisationnelle et institutionnelle des institutions supérieures du contrôle et plus particulièrement des Institutions supérieures de contrôle de l'ordre administratif (ISCA) avec des réformes profondes de leurs métiers

et de leur statut à travers un renforcement de l'indépendance des inspecteurs, une revalorisation de leur statuts et émoluments, une réorganisation avec la création de nouveaux métiers notamment des inspecteurs versés dans les audits de performances et audits basés sur les risques ; des spécialistes en forensic pour répondre à l'impérieuse nécessité de privilégier les missions d'investigations en lien avec la lutte contre la corruption, les malversations financières et détournements des deniers publics. Des unités dédiées à l'évaluation des politiques publiques pour mesurer leur impact ainsi que le degré d'atteinte des objectifs assignés. Par ailleurs, le renforcement des capacités tant sur le plan de formation que sur le plan des outils de travail dans le cadre des investigations (logiciels d'audits, techniques d'interviews, outils d'identification et de mitigation des risques). Les deux termes récurrents de ce colloque à savoir la bonne gouvernance et la performance

économique ainsi que le rôle et responsabilité des institutions supérieures de contrôle de l'ordre administratifs ont donné lieu à diverses définitions et interprétations objectives de la part des intervenants du panel afin de permettre à l'audience de comprendre les enjeux sous-jacents. Ces concepts transversaux ont été les jalons sur lesquels ont eu lieu les discussions et échanges lors de cette agora.

Le représentant de la Banque Mondiale a ciblé leur rôle d'assistance technique des institutions supérieures de contrôle au sens plus large, lors de son intervention. Il a mis en exergue l'allocation de leurs ressources financières au renforcement des capacités opérationnelles des acteurs du contrôle notamment la mise à disposition d'outils techniques pour moderniser les modes opératoires des interventions dans le cadre des missions d'audit, d'investigations, des contrôles et d'évaluations sans omettre le renforcement des capacités institutionnelles.

De son côté le représentant de

l'OCDE a partagé avec l'audience, leur contribution aux institutions supérieures de contrôle à travers des travaux de recherches scientifiques ainsi que des propositions de méthodologies de travail dans la réalisation des missions d'audit afin de produire des rapports de qualité et proposer des recommandations à même d'avoir des impacts positifs dans le performance économique des nations et ainsi améliorer la bonne gouvernance.

À l'issue des travaux, les panelistes ont émis plusieurs recommandations pour accroître le rôle et responsabilités de nos institutions à travers leurs missions pour arriver à des résultats significatifs. Ils invitent les ISCA et membres du FIGE mettre en place des initiatives pour aider nos pays africains à faire face aux défis au rang desquels la responsabilité environnementale, sociale et économiques (RESE) et les Objectifs de développement durable (ODD).

Ils appellent, donc les institutions supérieures du contrôle de l'ordre administratif à des actions à fort im-

pact positif sur le taux de croissance et sur la performance économique des pays africains à travers la consolidation des acquis d'une bonne gouvernance effective et sans concession.

Les panelistes de ce 10ème colloque du FIGE étaient : M. Hassan ISSA SULTAN, Inspecteur Général d'Etat de la république de Djibouti et Secrétaire Exécutif du FIGE ; M. Saidou DIOP de la Banque Mondiale ; de M. Julio TERRACINO de l'OCDE ; de M. Martin DOMPIER, Vérificateur Général Adjoint du Bureau de Vérificateur Général du Canada ; de M. Lassana SYLLA Inspecteur Général de Finances de la République de Côte d'Ivoire, de M. Marcellin CISSE, Directeur Général du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté, de Mme Sylvie DOSSO, Inspectrice d'Etat et chef du département des Politiques et Programmes Publics de l'Inspection générale d'Etat de Côte d'Ivoire, Professeur Alban AHOURE de l'Université de Félix Houphouët Boigny ; des Consultants Docteur Abdou Karim GUEYE et Souleymane SERE. ■

ILS ONT DIT ...



SEM TIEMOKO MEYLIET KONE, Vice Président de la République, Représentant de SEM Alassane Ouattara, President de la République de Côte d'Ivoire

La bonne gouvernance confère des enjeux évidents pour la collectivité.

développement, en les amenant à prendre véritablement con-

Et, on ne le dira jamais assez, il existe une corrélation directe entre la bonne gouvernance et les structures économiques, la santé sociale, culturelle et physique d'une population.

Pour réussir cet équilibre, il est indispensable de ne plus en faire seulement l'affaire de l'Etat, mais de responsabiliser chacun des acteurs du

science de leur rôle et de l'assumer de manière responsable.

La Côte d'Ivoire considère que ces assises sont d'utiles occasions de découverte mutuelle et d'échanges, en vue de trouver les solutions les mieux adaptées à la question de la responsabilité des structures publiques de contrôle interne, face aux grands défis des États africains en matière de gouvernance. Et le thème général de ce Colloque épouse bien cette problématique.

Je suis certain que, grâce à ce colloque, haut lieu de partage d'idées inspirantes, nos Inspecteurs Généraux d'Etat sauront assurer plus efficacement l'évaluation des politiques menées en faveur de la bonne gouvernance. ■



M. HASSAN ISSA SULTAN, Inspecteur General of the State of Djibouti and Executive Secretary of the FIGE

Le thème de ce 10ème colloque international du FIGE qui s'intitule « Gouvernance, performance économique et évaluation des politiques publiques : rôle et responsabilité des Institutions supérieures de Contrôle de

l'ordre administratif » cadre parfaitement avec les objectifs du plan stratégique 2019-2025 du FIGE et participe à l'amélioration des performances et des capacités d'action des institutions membres et des institutions de Contrôle du secteur public. La bonne gouvernance et la recherche permanente de la performance du secteur public

apparaissent aujourd'hui comme une nécessité pour fournir le meilleur service aux citoyens et pour atteindre les objectifs de développement de nos pays. Il est de ce fait, de la responsabilité des institutions supérieures de



M. THÉOPHILE AHOUE N'DOLI, Inspecteur General of the State of the Republic of Côte d'Ivoire

Conscients que la question de la bonne gouvernance est un com-

bat multiforme qui appelle la collaboration de tous, nous nous félicitons de la présence et de l'action des autres institutions ou structures impliquées dans le contrôle des structures publiques et parapubliques ; chacune jouant sa partition.

De toute évidence, les concepts évoqués qui sont au cœur de l'action publique, ne

contrôle et particulièrement des Inspections générales d'Etat, de s'assurer, à travers leurs missions d'audits, d'inspections et de contrôle, de la qualité de la gestion et de l'atteinte des objectifs par les institutions publiques. Je sais aussi, qu'au terme de ce colloque que les professionnels de la gouvernance ici réunis apporteront une réflexion et des recommandations à haute valeur ajoutée pour l'Afrique sur des enjeux et thèmes aussi pertinents que le rôle des institutions supérieures de contrôle de l'ordre administratifs dans la gouvernance, la performance économique et l'évaluation des politiques publiques.

Les travaux de ce colloque international concourent à notre vision commune pour une émergence d'une Afrique qui pense et agit, pour une gouvernance qualitative et pour un développement durable. ■

bles leviers de développement, qui doivent servir de socles aux politiques économiques et sociales de nos pays respectifs, en vue de la quête de l'amélioration du bien-être de nos populations.

En effet, non seulement, il est impérieux de mettre un accent particulier sur le fonctionnement et la gestion des services publics, mais, également, il convient d'éviter la prévarication des deniers publics, tout comme la fraude, la corruption et toutes les pratiques aux antipodes de la bonne gouvernance.

La présence de toutes ces autorités et ces experts internationaux ici à Abidjan, pour débattre d'un thème aussi important tel que la question de la contribution des IGE à la bonne gouvernance, en témoigne. ■